



Banque de la République d'Haïti

NOTE SUR LA POLITIQUE MONETAIRE

4^e trimestre de l'exercice fiscal 2022-2023

(Juillet- Septembre 2023)

WWW.BRH.HT



SPIH

OBLIGATIONS BRH
Ak obligasyon BRH e, tout jan w genyen!

FONDS BRH
POUR LA RECHERCHE
ET LE DÉVELOPPEMENT

@BRHHaiti



Table des matières

1. VUE D'ENSEMBLE	2
2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL	2
2.1. ÉCONOMIE MONDIALE	2
2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE	5
SECTEUR RÉEL	5
3. FINANCES PUBLIQUES ET SECTEUR EXTERNE	6
4. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2023	10
5. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2023	11
6. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR FINANCIER	12
6.1. SYSTÈME BANCAIRE	12
7. PERSPECTIVES	14

1. VUE D'ENSEMBLE

Au quatrième trimestre de l'exercice fiscal 2022-2023, la mise en œuvre de la politique monétaire par la Banque de la République d'Haïti (BRH) s'est effectuée dans un environnement économique international caractérisé par le maintien de la posture restrictive des principales banques centrales en dépit de la tendance à la désinflation enregistrée au niveau de plusieurs pays. Cette posture de resserrement a eu une incidence notable sur la relance des activités économiques au niveau mondial, ceci ressort des prévisions de croissance du FMI, bien que révisées à la hausse en juillet 2023. Ces projections indiquent une reprise lente de l'économie mondiale en raison des incertitudes alimentées par les conflits géopolitiques et une évolution contrastée de la situation économique des principaux pays.

Au niveau national, l'environnement macroéconomique a continué de pâtir des chocs socio-politiques et climatiques qui ont accentué les déséquilibres existants, amoindrissant par ricochet la base productive de l'économie haïtienne. Les efforts de consolidation des finances publiques se sont traduits par la baisse du financement monétaire avec des effets induits sur l'évolution de la monnaie en circulation. La diminution des encaisses des ménages qui en a résulté, jumelée à la disponibilité des produits pétroliers et à la baisse de leur prix à la pompe en juillet 2023, a favorisé la réduction des pressions sur le marché des changes et une décélération de l'inflation. Par ailleurs, la dégradation du climat sécuritaire a entravé la mobilité des facteurs et l'approvisionnement des marchés tout en contribuant à l'accélération des mouvements migratoires et à une baisse de productivité dans presque tous les secteurs de l'économie nationale.

Dans cet environnement adverse, les actions de la Banque centrale sont restées en ligne par rapport aux décisions prises antérieurement, lesquelles visent le maintien de la stabilité du change et l'atténuation des pressions inflationnistes tout en évitant de resserrer les conditions de financement de l'économie.

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE

La résilience de l'économie américaine observée au trimestre passé s'est confirmée au cours de la période allant de juillet à septembre 2023. Le PIB des États-Unis a crû de 5,2 % en variation annuelle contre 2,1 % au trimestre précédent. Sur une base trimestrielle, la croissance économique s'est portée à 1,3 %, soit le double de son niveau atteint durant les trois mois précédents (0,6 %). Ce dynamisme a été impulsé par les dépenses de consommation, principal moteur de l'activité économique aux États-Unis d'Amérique, lesquelles se sont accélérées sur la période sous-revue (1,41 % au 4^e trimestre 2023 contre 0,82 % le trimestre précédent) en dépit du resserrement

monétaire¹. Leur augmentation survient malgré une relative hausse du taux de chômage (3,8 % en septembre 2023 contre 3,6 % en juin 2023), alors que les prix restent encore élevés². Bien qu'évoluant à un rythme inférieur sur le trimestre sous-étude comparativement au trimestre passé (3,57 % contre 4,1 % en moyenne trimestrielle), l'inflation demeure tout de même au-dessus de la cible de 2 % fixée par la Réserve fédérale (Fed). Ainsi, tenant compte des risques liés à la fragmentation géopolitique, la Fed a gardé inchangés ses taux directeurs dans la fourchette comprise entre 5,25 % et 5,50 % en septembre 2023 après la révision de + 25 points de base en juillet 2023.

Dans la Zone Euro, le durcissement des conditions monétaires a résulté en un ralentissement du rythme de progression des prix, bien que l'inflation reste encore supérieure à l'objectif de 2 % à moyen terme. Établie à 6,4 % en juin 2023, l'inflation s'est repliée de 2,1 points de pourcentage pour s'établir à 4,1 % en septembre 2023. Cependant, cette restriction monétaire a aussi entraîné une contraction économique dans cette zone, le PIB accusant un tassement de 0,1 % au quatrième trimestre 2023 contre une progression de 0,2 % au trimestre précédent. Le taux principal de refinancement de la Banque centrale européenne (BCE), porté à 4,5 % en septembre 2023, en renchérissant le coût du crédit, a limité la consommation et les investissements. Cette contre-performance de l'économie a aussi impacté négativement le marché du travail. Le taux de chômage s'est chiffré à 6,5 % sur les trois mois sous revue contre 6,4 % en juin 2023.

L'activité dans les pays émergents (y compris ceux de l'Amérique latine et des Caraïbes) a pâti des pressions inflationnistes et de l'augmentation du coût de financement de l'économie. Selon les projections de septembre 2023 de la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPALC), le PIB de la région devrait ralentir en 2023 en s'affichant à 1,7 %, contre un accroissement de 4,1 % en 2022. Le manque de dynamisme est tributaire notamment de la décroissance économique prévue pour la Bolivie (-3 %), le Chili (-0,3 %) et Haïti (-0,7 %). Concernant l'économie dominicaine, l'indicateur mensuel d'activité économique (IMAE) témoigne d'une augmentation interannuelle de 3,1 % pour le mois de septembre 2023, alors que sur une base trimestrielle, le PIB a crû de 2,6 %. Parallèlement, l'inflation s'est établie à 4,41 % en septembre 2023, soit 41 points de base de plus par rapport à juin 2023. Les prévisions de la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) indiquent que l'inflation devrait rester dans la fourchette cible de 4,0 % $\pm$ 1,0 % sur le reste de l'année 2023. Conséquemment, la BCRD a gardé inchangé son principal taux d'intérêt directeur à 7,5 % pour le mois de septembre 2023.

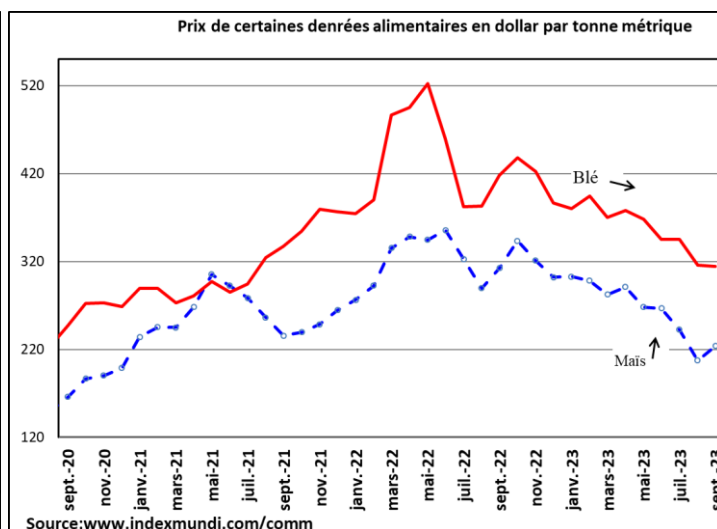
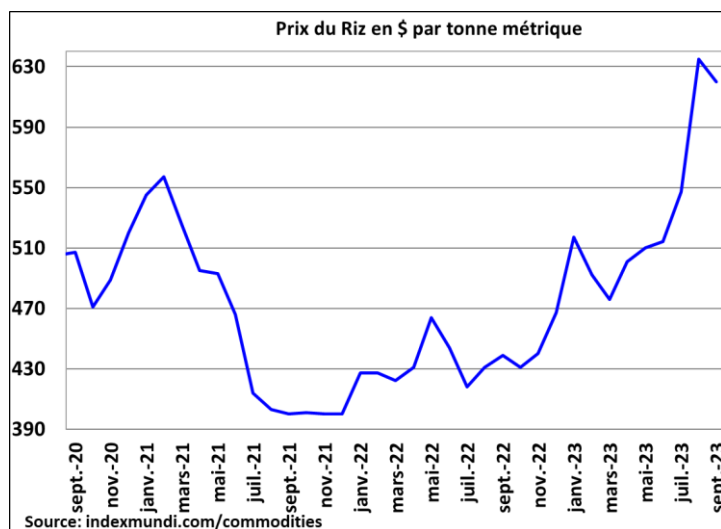
¹ Les dépenses de consommation ont augmenté respectivement de 0,8 %, 0,4 % et 0,7 % en juillet, août et septembre 2023

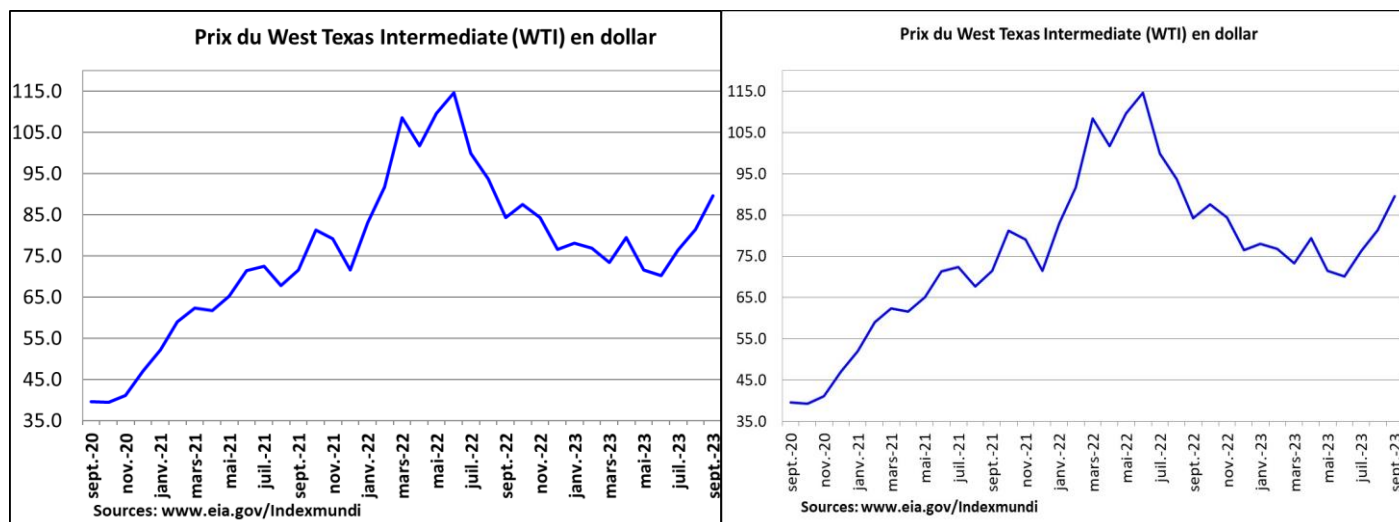
² Au cours des 12 derniers mois, le salaire horaire moyen a augmenté de 4,2% (Boursier.com). Ceci a contribué à soutenir la croissance des dépenses des consommateurs sur la période considérée.

Pays et Région / Indicateurs	Projection de croissance*	Taux d'inflation**	Taux de chômage	Taux directeur
États-Unis	1,8 %	3,7 %	3,8 %	5,50 %
Zone Euro	0,9 %	4,3 %	6,5 %	4,50 %
République dominicaine	3,0%	4,41 %	5,6 % ***	7,50 %

*Projections de juillet 2023 – Source : FMI | **septembre 2023 – Sources : BLS, Eurostat, BCRD | ***juin 2023

Les prix des produits de base sur le marché international ont évolué de façon contrastée sur le trimestre sous étude. Si l'indice FAO des prix des produits alimentaires a maintenu la tendance à la baisse observée depuis le trimestre précédent, les prix des produits pétroliers ont évolué à la hausse en raison des craintes d'une diminution de l'offre du pétrole sur le marché international. Ainsi, le cours du baril du Brent a augmenté de 25,52 % pour atteindre 94 dollars ÉU en septembre 2023, alors que celui du WTI est passé à 89,58 dollars ÉU sur la même période, soit un accroissement de 27,55 %. Par contre, l'indice des prix alimentaires a été de 121,5 en septembre 2023, accusant un repli de 0,98 % par rapport à juin 2023.





2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE

SECTEUR RÉEL

La dégradation de la situation sécuritaire dans plusieurs zones du pays a eu un impact négatif sur le secteur productif en témoigne l'évolution de l'indicateur conjoncturel d'activité économique (ICAE- Haïti). Cet indice, qui renseigne sur les grandes tendances du PIB haïtien, a décliné de 2,1 % sur la période allant d'octobre 2022 à juin 2023.

En ce qui a trait à la production agricole, les inondations de juin 2023 ont entravé la préparation des sols et les semis qui caractérisent la période allant d'avril à juin. Le lancement de la campagne agricole de printemps a donc pâti de l'irrégularité dans la distribution spatio-temporelle des pluies³. Ainsi, les rendements des récoltes de cette campagne, évoluant en dessous de la moyenne, ont résulté en un déficit d'offre de produits agricoles domestiques.

En dépit du fléchissement des prix des produits alimentaires sur le marché international les prix intérieurs demeurent relativement élevés. Les difficultés d'accès sur plusieurs grands axes routiers continuent d'affecter les chaînes d'approvisionnement entraînant la hausse des coûts d'acquisition des produits importés. De même, le conflit frontalier entre Haïti et la République dominicaine a provoqué le renchérissement des prix de certains produits en provenance de la République voisine. Selon les estimations de *FewsNet*, un accroissement de 20 % des prix du maïs et des œufs a été constaté consécutivement à la rareté de ces produits notamment sur les marchés du Cap-Haïtien et de Ouanaminthe. Ces tensions haïtiano-dominicaines risquent d'affecter négativement les départements du Nord-est, du Nord, Centre, du Sud-Est et de l'Ouest déjà en situation de crise (Phase 3 de l'IPC).

³ Selon la CNSA, la récolte de printemps constitue la principale récolte, soit plus de 50 % de la production annuelle au niveau national.

Compte tenu de la baisse de l'offre alimentaire sur le marché local on observe, en dépit de l'appréciation de la monnaie nationale, une augmentation des prix de certains produits du panier de consommation de la ménagère. Selon le dernier rapport de la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA), 44 % de la population analysée font face à une insécurité alimentaire élevée et nécessitent une assistance pour combler les déficits de consommation.

Pour ce qui est du marché du travail, il continue de subir les impacts du mouvement migratoire notamment à travers le programme d'émigration humanitaire (*Humanitarian parole*) et l'accroissement des voyages vers le Nicaragua. Le taux de déperdition des cadres qualifiés s'est accru dans tous les secteurs d'activité. Par exemple au niveau de l'industrie textile, le Bulletin de juillet à septembre 2023 de l'Association des industries d'Haïti (ADIH) révèle que, de 53 387 travailleurs en septembre 2022, le nombre des ouvriers du secteur textile est passé à 40 462 en août 2023. Il en est de même pour le secteur bancaire qui, selon les résultats d'une enquête menée par la BRH, plus de 10 % des employés du système bancaire ont démissionné au cours de l'année fiscale 2023. Les difficultés de recruter du personnel qualifié se font déjà ressentir, ce qui risque d'être préjudiciable pour la croissance économique.

Par ailleurs, les incidences de la révision des prix à la pompe sur l'inflation restent limitées tenant compte de l'augmentation des coûts de transactions auxquelles font face les acteurs économiques. En effet, en juillet 2023, l'État haïtien a révisé à la baisse les prix du carburant à la pompe. Les cours de la gazoline, du diesel et du kérosène sont passés de 570 gourdes, 670 gourdes et 665 gourdes à 560, 620 et 615 gourdes le gallon respectivement. Néanmoins, l'inflation mensuelle, a crû de 2,3 % en septembre 2023 contre 1,4 % et 0,3 % respectivement en août et juillet 2023. Cependant, l'évolution favorable des finances publiques et celle du taux de change se sont traduites par une décélération des prix en glissement annuel. Sur une base annuelle, l'inflation s'est portée à 31,8 % en septembre 2023, soit une baisse de 12,1 points de pourcentage comparativement au mois de juin 2023 et un écart de + 2,1 points de pourcentage par rapport aux prévisions de la BRH.

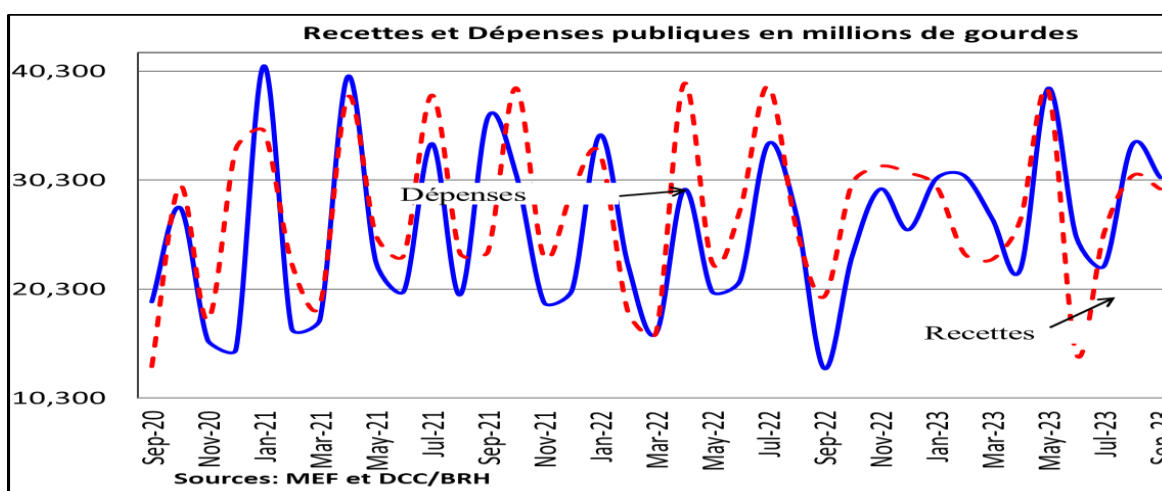
3. FINANCES PUBLIQUES ET SECTEUR EXTERNE

La situation des finances publiques a été marquée au cours de la période juillet - septembre 2023 par la recrudescence des tensions socio-politiques et la fermeture de la frontière haïtiano-dominicaine. Ainsi, les taxes et impôts collectés par l'État haïtien ont fléchi de 8,63 % sur une base trimestrielle, pour se porter à 42 559,24 MG au cours des trois (3) derniers mois de l'exercice 2023. Parallèlement, les dépenses de l'État se sont établies à 45 343,30 MG, en hausse de 2,1 %.

Néanmoins, considérées sur une base annuelle, les impacts du renforcement des mesures douanières mises en place par l'État au début de l'année fiscale se sont poursuivis au cours du quatrième trimestre de l'exercice sous

revue. En effet, en dépit des activités économiques atones, les recettes collectées se sont inscrites en dessus des objectifs du budget 2022-2023. Ainsi, elles ont crû de près de 60 % comparativement à la même période de l'exercice précédent. Par ailleurs, les ressources disponibles sur l'exercice se sont portées à 340 246,4 MG dont 172 629,4 MG de recettes fiscales (contre 164 058 MG projetées). Ces dernières contribuant à hauteur de 51 % des ressources totales, ont crû de près de 50 % en glissement annuel à la faveur de la performance des recettes douanières (60 824 MG contre 37 948,5 MG prévues). Les autres ressources ont été fortement impulsées par les produits des émissions de billets de trésorerie dont l'encours s'est établi à 151 186,08 MG⁴.

De même, la gestion des dépenses de l'État a permis de les contenir en dessous du niveau programmé dans le budget, soit un cumul de 178 343,05 MG d'octobre 2022 à septembre 2023 contre 217 565,6 MG programmées. Par ailleurs, les décaissements totaux se sont établis à 338 342,87 milliards de gourdes au 30 septembre 2023. Conséquemment, les opérations budgétaires et de trésorerie se sont traduites en un moindre recours aux emprunts de la BRH. Il en est ainsi résulté un financement monétaire de 17 249,46 MG en dessous du seuil inscrit dans le budget 2022-2023 (34 304,10 MG) et en nette baisse par rapport au 49 501,5 MG de l'exercice précédent.



Cette performance de l'Administration fiscale sur l'exercice, accompagnée des mesures de la Banque Centrale et soutenue par les réformes dans le cadre du programme SMP, a favorisé le ralentissement des prix dans l'économie et contribué à maintenir la tendance à l'appréciation de la gourde observée depuis avril 2023⁵. Le taux de référence de la BRH a enregistré un repli trimestriel de 2,51 %, se chiffrant à 134,2581 gourdes pour un dollar ÉU au 30 septembre 2023. En glissement annuel, un ralentissement a caractérisé la progression du taux de change en 2023, laquelle s'est établie à 14,06 % contre 20,86 % en 2022. La diminution des tensions sur le marché des changes a été l'occasion pour la Banque centrale de renforcer le coussin de ses réserves de change.

⁴ Les émissions des billets de trésorerie ont représenté 90,2 % des autres ressources et 44,60 % des ressources totales disponibles.

⁵ Voir Encadré

En effet, au 30 septembre 2023, la BRH a procédé à une accumulation de réserves internationales via l'acquisition des 25 % auprès du système financier⁶. Les réserves nettes de change ont ainsi atteint 472 millions de dollars ÉU à la fin de l'exercice sous revue contre 449,39 millions de dollars ÉU en juin 2023.

Cette appréciation de la gourde survient dans un contexte marqué par une diminution des importations, ce qui a occasionné une relative baisse de la pression de la demande de devises. Les mesures macroprudentielles adoptées par la BRH, à travers l'application de la circulaire 114-3, ont permis une meilleure canalisation des devises découlant des transferts privés.

Au quatrième trimestre de l'exercice 2022-2023, les données préliminaires font état d'un retournement de tendance des transferts comparativement aux neuf premiers mois de l'année fiscale 2023. Établis à 74, 62 millions de dollars ÉU au cours de la période juillet- septembre 2023, les envois de fonds de la diaspora haïtienne ont crû de 24,43 % en variation trimestrielle. L'évolution des transferts privés est en ligne avec la croissance économique des États-Unis qui est le pays de provenance de la majorité de ces transferts. Toutefois, comparativement à la même période de l'année précédente, on constate une baisse 13,80 %.

Sur le plan des échanges avec l'extérieur, les données préliminaires font état d'un recul des importations et des exportations. Les importations ont atteint une valeur de 4 714,85 millions de dollars ÉU, soit un repli de 1 % en glissement annuel. Par ailleurs, les exportations ont totalisé 955,69 millions de dollars ÉU, accusant une baisse de 23,8 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. La contraction concomitante des exportations et des importations en 2023 a entraîné une amélioration du solde commercial de 7,16 % par rapport à l'année antérieure.

⁶ Référence : Circulaire no 114-3

Encadré. Évolution du marché des changes : Eléments explicatifs du recul du taux de change

Après avoir connu une croissance soutenue au premier trimestre de l'exercice 2023, le rythme de progression du TMA (taux de vente moyen) a ralenti entre janvier et février avant qu'une appréciation de la gourde soit constatée à partir de la mi-mars 2023. La tendance à la baisse du taux de change observée découle d'un ensemble de facteurs notamment le ralentissement de l'activité économique, l'évolution du financement monétaire, le redressement des finances publiques et les impacts des mesures de régulation de la Banque centrale.

- **Le ralentissement de l'activité économique**

Le ralentissement des activités peut être considéré comme un facteur déterminant dans la baisse de la demande de dollars à des fins de transaction¹. En effet, au cours de l'exercice fiscal 2022-2023, la demande de dollars ÉU aux fins d'importation s'est contractée à la faveur de la baisse annuelle de 1 % des importations en valeur et de 26,59 % de ces dernières en volume. Cependant, le système bancaire avec une alimentation hebdomadaire de 45 millions de dollars ÉU et de celle d'environ 5 millions de dollars ÉU des bureaux de change, ne semblent pas pâtir de la diminution des rentrées de devises provenant de la contraction des transferts privés et des exportations.

- **L'évolution du financement monétaire**

À la fin de l'exercice fiscal, le financement monétaire reste contenu en évoluant nettement en dessous du seuil établi par l'accord entre le MEF et la Banque centrale (34,30 milliards de gourdes). Ce niveau, plus faible, de financement (17,25 milliards de gourdes au 30 septembre 2023) a conséquemment favorisé une décélération des prix dans l'économie, en témoigne la baisse de l'inflation en rythme annuel. Ainsi, tenant compte de la corrélation entre l'inflation et le taux de change, ce financement a donc contribué à l'appréciation de la gourde sur cet intervalle.

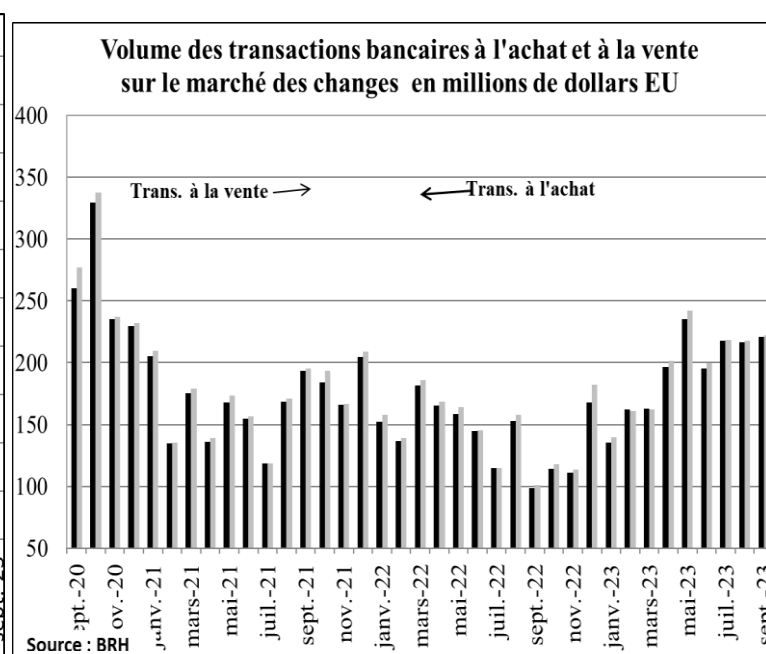
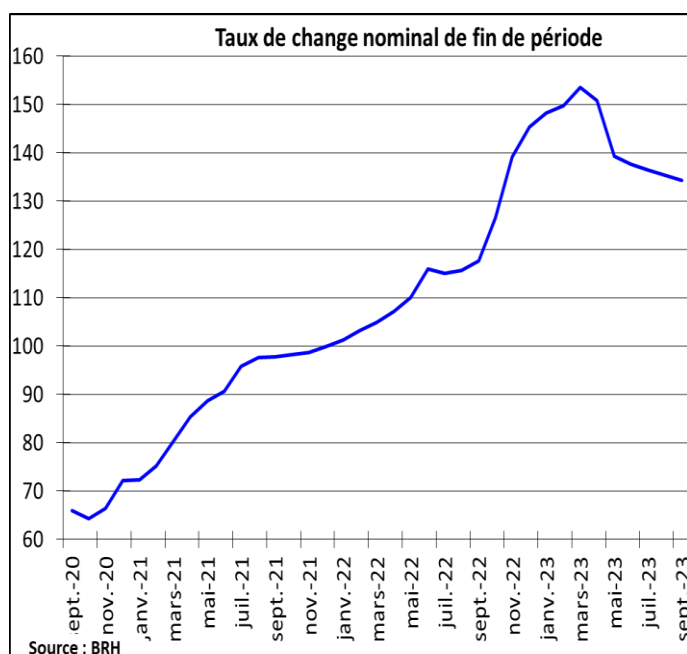
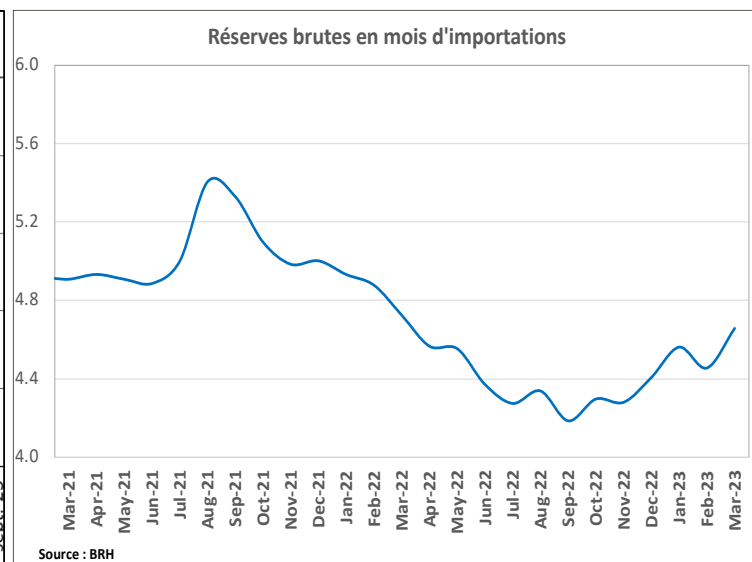
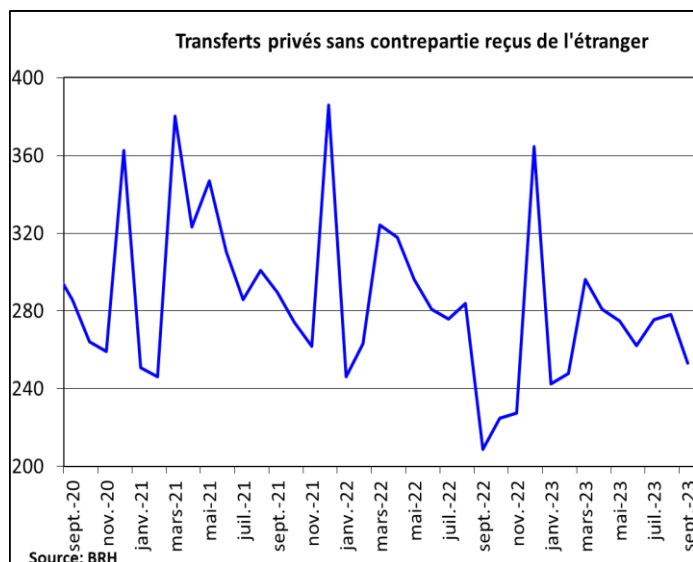
- **Le redressement des finances publiques**

Ce moindre recours de l'État au financement de la Banque centrale a été favorisé par les efforts dans la collecte des recettes fiscales. En effet, la réforme au niveau de la douane, en impulsant les importateurs à payer leur dette effective, les a portés à se défaire de leur position en dollars pour honorer leurs factures d'importation ; ce qui a, par ricochet, fait augmenter l'offre de dollars sur le marché national.

- **La régulation**

Les mesures macro-prudentielles revisitées par la Banque centrale ont grandement concouru à cette appréciation de la gourde. L'exigence faite aux sous-agents de négocier les 30 % en devise des transferts payés à un agent autorisé du système financier s'est traduit par un renforcement de l'offre vers le segment formel, et par la réduction de l'écart entre les taux pratiqués sur les deux segments du marché des changes. Il en est résulté une baisse des transferts sur compte au profit des transferts cash, ce qui a entraîné une offre supplémentaire pour le système régulé. De plus, la contrainte aux positions cambistes nulles et structurelles autour de 1,3 %, décourage les acteurs du marché à la rétention de dollars aux fins de spéculation sur le marché des changes.

De même, la correction apportée par la circulaire 114-3 avait permis aux maisons de change de payer les transferts à un taux compris entre le taux de référence calculé par la BRH et la moyenne entre le taux de référence et le taux moyen d'acquisition (taux moyen de vente). Cependant, cette pratique avait aussi, au cours du premier semestre 2023, induit une hausse du taux de change. Ainsi, à la faveur de la nouvelle dynamique du marché des changes, les maisons de transfert ont repris les paiements de transferts au taux de référence depuis la mi-avril, ce qui a, contribué à l'appréciation de la monnaie nationale.



4. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2023

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice fiscal 2023, la posture de la politique monétaire s'est inscrite dans le prolongement des actions visant le maintien de la stabilité du change et l'atténuation des pressions inflationnistes tout en évitant de pénaliser l'activité économique qui pâtit des chocs tant internes qu'externes. Ainsi, la reprise des liquidités oisives à travers les bons BRH et les interventions sur le marché des changes s'est poursuivie tandis que les taux d'intérêt directeurs et les coefficients de réserves obligatoires ont été gardés inchangés.

En effet, les taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes et en devises n'ont pas été modifiés depuis août 2022, se portant respectivement à 40 % et 53 % pour les banques commerciales et à 28,5 % et 41,5 % pour

les banques d'épargne et de logement (BEL). De même, les taux d'intérêt sur les bons BRH ont été maintenus à 6 %, 8 % et 11,5 % respectivement pour les maturités de 7, 28 et 91 jours. Toutefois, l'encours de ces titres s'est accru de 1700 MG sur le trimestre pour s'établir à 2 550 MG en septembre, permettant ainsi d'éponger la liquidité excédentaire du système bancaire. Les taux de mise en pension pour les bons BRH et les bons du trésor ont aussi gardé le statu quo, demeurant à 17 % et 14 % chacun pour la période sous revue.

Parallèlement, la stratégie d'interventions de la BRH sur le marché des changes n'a pas changé par rapport au trimestre précédent compte tenu de la poursuite de l'appréciation de la monnaie locale. Ces opérations se sont encore une fois soldées par des acquisitions nettes de 34 millions de dollars. Par ailleurs, les émissions d'obligations BRH continuent de progresser malgré la baisse du taux moyen d'achat (TMA), l'encours de ces titres ayant atteint 7 201,19 MG au 29 septembre 2023.

5. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2023

Selon les données préliminaires du mois de septembre, les indicateurs monétaires ont maintenu la tendance baissière qui a été observée au cours des deux trimestres précédents, reflétant ainsi l'évolution relativement stable des finances publiques, mais aussi la morosité de l'activité économique. En effet, influencée par la contraction de la monnaie en circulation et des réserves des banques à la BRH, la base monétaire s'est repliée tant au sens strict qu'au sens large, affichant des taux respectifs de -16,1 % et -10,3 % après avoir chacune reculé de 3,3 % et 5,5 % en juin 2023⁷. Cette variation négative de la monnaie centrale tient essentiellement au repli de 5,52 % des avoirs extérieurs nets de la BRH sous l'effet de l'appréciation de la gourde tandis que les créances nettes de la Banque centrale sur l'État se sont accrues de 6,8 % pour la période sous revue.

Pour ce qui a trait à l'offre de monnaie, selon les données provisoires de septembre, l'agrégat M3 est ressorti en baisse de 2,9 % par rapport à juin après avoir reculé de 7,6 % au trimestre antérieur. Ce fléchissement de la masse monétaire tient essentiellement au repli de 3,08 % de la valeur en gourdes des avoirs extérieurs nets du système bancaire, le crédit intérieur ayant augmenté de 2,02 % sur le trimestre. Le comportement de ce dernier a reflété l'évolution contrastée des créances nettes sur le secteur public et de celles sur le secteur privé pour la période sous revue. En effet, si la progression du crédit public s'est accentuée en fin d'exercice, s'inscrivant à 7,76 % contre 0,65 % en juin, le crédit au secteur privé a, pour sa part, enregistré un deuxième trimestre consécutif de baisse (-4,93 % après -7,84 % au trimestre précédent), compte tenu des incertitudes entourant le climat des affaires et de la persistance des contraintes à la reprise économique.

⁷ La base monétaire au sens strict se compose de la monnaie en circulation et des dépôts en gourdes des banques commerciales à la BRH. La base monétaire au sens large, pour sa part, inclut la monnaie en circulation, les dépôts en gourdes et en dollars des banques commerciales et institutions financières non bancaires à la BRH ainsi que l'encours des bons BRH.

6. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR FINANCIER⁸

6.1. SYSTÈME BANCAIRE

Les données bancaires disponibles au 30 septembre 2023 font ressortir une évolution favorable du produit net bancaire et de l'actif du système, en dépit d'un léger repli de la rentabilité bancaire. Au terme de l'exercice 2022-2023, l'actif du système bancaire a crû de 6,1 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 635,6 milliards de gourdes. Cette variation positive de l'actif est imputable à la progression simultanée de l'encaisse (+35,4 %), des autres liquidités (+190,2 %) et des autres placements (+21,6 %). En ce qui a trait aux ressources du système, les dépôts totaux se sont établis à 518,5 milliards de gourdes au 30 septembre 2023 contre 500,2 milliards de gourdes un an auparavant. Cet accroissement des dépôts résulte de celui de toutes les composantes : les dépôts à vue (+5,4 %), les dépôts d'épargne (+ 8,6 %) et les dépôts à terme (+2 %). Conséquemment, le niveau d'intermédiation bancaire, mesuré par le ratio « prêts bruts sur dépôts totaux », a légèrement reculé passant à 28 % contre 32 % au 30 septembre 2022.

Au 30 septembre 2023, le système bancaire a généré un produit net bancaire (PNB) d'environ 39,6 milliards de gourdes, soit une progression de 21,8 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. La hausse du PNB est supportée par la bonne tenue des « Revenus d'intérêt » (+31,6 %) et des « Autres revenus » (+8,2 %). Compte tenu d'une meilleure performance du produit net bancaire par rapport aux dépenses d'exploitation, le bénéfice net du système s'est établi à 9,7 milliards de gourdes contre 9,1 milliards de gourdes un an plus tôt (+ 6.9 %).

L'analyse des ratios clés du système bancaire montre une amélioration de la structure financière combinée à une détérioration de la qualité de l'actif et de la rentabilité bancaire. En effet, le ratio « Avoirs des actionnaires en % de l'actif » est passé de 7,40 % au 30 septembre 2022 à 8,02 % au 30 septembre 2023. Toutefois, le ratio « Dépôts totaux en % de l'actif » s'est replié, passant de 81,97 % à 81,58 % en un an.

Parallèlement, le coefficient d'arrérage qui renvoie au ratio « Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts » s'est porté à 8,51 % au 30 septembre 2023 contre 6,67 % un an auparavant. La progression des prêts délinquants dans un contexte de ralentissement économique a résulté en une baisse de leur couverture, d'où un recul de 10,13 points de pourcentage du ratio « provisions pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts » qui s'est fixé à 79,38 % au mois de septembre 2023 contre 89,51 % au 30 septembre 2022.

⁸ Ces analyses ne prennent pas en compte les statistiques relatives à la BPH.

En ce qui a trait aux ratios de rentabilité, le rendement de l'actif (ROA) au terme de l'exercice 2023 s'est établi à 1,56 % contre 1,63 % au cours de la même période de l'exercice précédent. De son côté, le rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) en termes cumulés a légèrement chuté sur une base annuelle passant de 21,67 % en 2022 à 20,22 % en 2023.

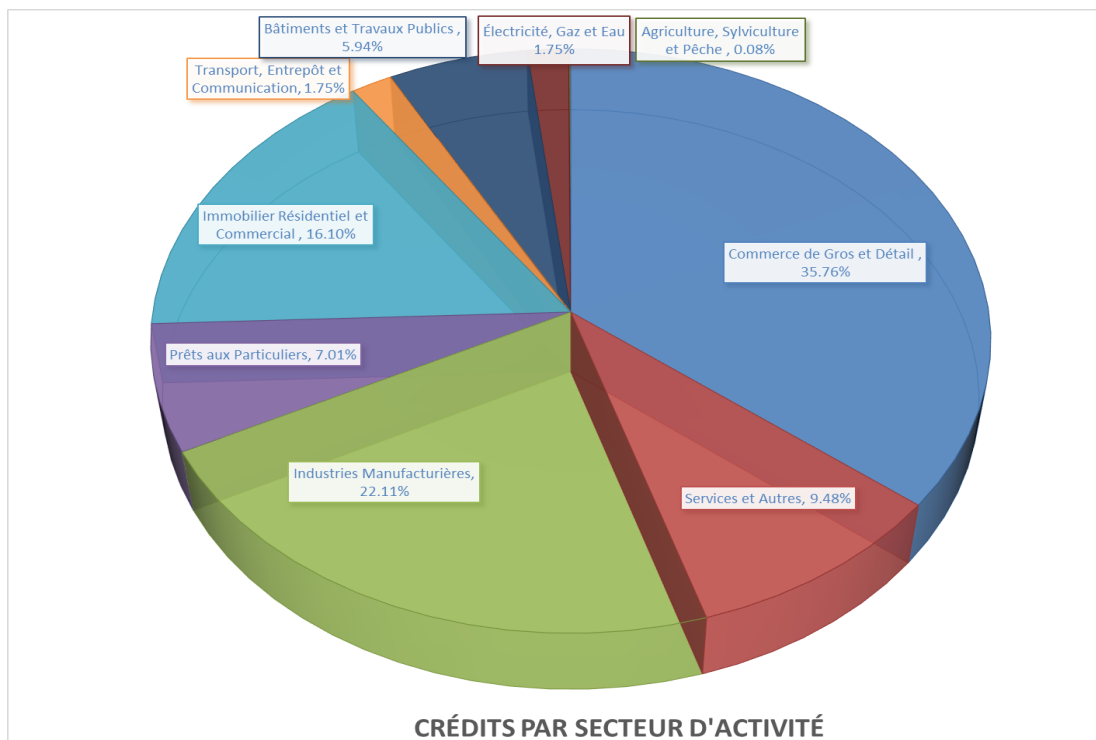
Ratios clés du système bancaire	Au 30 septembre 2023	Au 30 septembre 2022
Ratios de rendement des prêts bancaires		
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs	79.38 %	89.51 %
Prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts	8.51 %	6.67 %
Rendement des prêts productifs	12.41 %	10.32%
Ratios de rentabilité bancaire	Octobre 2022- Septembre 2023	Octobre 2021-Septembre 2022
ROA	1.56 %	1.63 %
ROE	20.22 %	21.67 %
Niveau de Dollarisation du système		
Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux	68.69 %	67.28 %
Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux	54.14 %	50.52 %

Par ailleurs, les anticipations négatives découlant des épisodes d'instabilité sociopolitique combinée à la dégradation du climat sécuritaire dans le pays ont intensifié la dollarisation de l'économie. En effet, le taux de dollarisation du système bancaire s'est légèrement accentué, en témoigne la part des dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux qui sont passés de 67,28 % en 2022 à 68,69 % en 2023. Cependant, d'un trimestre à l'autre, ce taux a accusé une baisse de 83 points de base. De plus, le ratio « portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts totaux » s'est porté à 54,14 % au 30 septembre 2023 contre 50,52 % un an auparavant.

S'agissant des taux d'intérêt bancaires pour les opérations en gourdes, les taux moyens sur les dépôts à terme (DAT) se sont établis dans la fourchette allant de 4,90 % à 8,65 % (contre 3,65 % - 5,50 % un trimestre plus tôt), tandis que ceux sur les dépôts d'épargne ont oscillé autour de 0,52 % sur les deux derniers trimestres. Parallèlement, les taux moyens sur les prêts ont augmenté, passant d'un intervalle compris entre 13 % et 15,5 % à celui de 17 % à 17,50 %.

En ce qui a trait aux opérations en devises, les taux moyens sur les dépôts ont tourné autour de 0,17 % à 1,60 % pour les DAT et de 0,26 % à 1,03 % pour les dépôts d'épargne. En ce qui a trait aux taux moyens débiteurs, portés entre 9,88 % à 12 % sur le trimestre précédent, ils se sont établis entre 10,25 % et 10,50 % au cours du dernier trimestre de l'exercice sous revue.

Les données sur le crédit, collectées au terme de l'exercice 2023, font montre d'une concentration des prêts bancaires dans le secteur du commerce de gros et de détails, avec une part de près de 36 % du total des crédits octroyés, contre 22 % pour les industries manufacturières.



7. PERSPECTIVES

Les perspectives pour l'économie haïtienne restent conditionnées aux chocs internes et externes susceptibles d'impacter l'activité économique dans un sens ou dans une autre. Les prévisions de la production agricole réalisées par la CNSA augurent de meilleures récoltes pour la campagne agricole d'hiver en raison des précipitations pluvieuses plus régulières. Ceci devrait permettre une amélioration de la production agricole domestique face à la réduction de l'offre des produits alimentaires en provenance de la République Dominicaine.

La poursuite de la bonne performance des Finances Publiques devrait favoriser une réduction des besoins financement de l'Etat et par conséquent une diminution des créances nettes de la BRH sur le Gouvernement Central. La baisse du financement monétaire devrait modérer les anticipations négatives des agents économiques par rapport à la gourde ce qui pourrait permettre une baisse des tensions sur le marché des changes. Ainsi, la BRH, attentive au développement de la conjoncture, orientera ses décisions en fonction des besoins de l'économie tout en préservant la valeur tant interne qu'externe de la monnaie nationale et la stabilité du système financier.

